

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 26 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TALEC CHRISTOPHE

82 RUE MONSEIGNEUR CAZAUX
85290 SAINT LAURENT SUR SÈVRE

Nos Références : 25-2217 CA

Code AIOT : 0058503097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement TALEC CHRISTOPHE, implanté « Les Lilas » à Saint-Malô-du-Bois (85590). L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

inspection réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôles (selon la grille de contrôle « risques »)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TALEC CHRISTOPHE
- Les Lilas - 85590 Saint-Malô-du-Bois
- Code AIOT : 0058503097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Christophe TALEC est autorisé à exploiter au lieu-dit « Les lilas » à Saint Malo du bois, un élevage avicole de 66000 animaux équivalents-volailles en 3 bâtiments, par arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 08-DRCTAJE/1-171 du 12 mars 2008.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	6 mois
5	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Demande d'action corrective	3 mois
8	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	conforme
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	conforme
7	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Les 2 étangs identifiés comme des réserves d'eau pour la lutte incendie de l'élevage de M. Talec n°240-0035 et n°240-0064 sont déclarés indisponibles par le SDIS 85 à ce jour,
- absence totale de relevé de consommation d'eau,

- contrôle de l'installation de gaz de moins de 5 ans non effectué à ce jour,
- rétention absente pour une partie de l'huile et du carburant à proximité du groupe électrogène.

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - 3 bâtiments d'élevage (n° 348 de 800 m², n° 688 de 900 m² et n° 689 de 900 m²) - un bâtiment de stockage matériel, carburant, fioul, groupe électrogène à l'entrée du site. Une partie distincte de ce bâtiment peut abriter 2 équins qui occupent la parcelle attenante aux 3 bâtiments de volailles. - un bâtiment de stockage matériel au fond du site (qui n'a pas été inspecté).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le registre des risques (art. 14) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ; - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ; - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Les effectifs le jour du contrôle :</u> 17700 dindes (mâles et femelles) entrées depuis le 29/09/2025 dans les bâtiments 688 et 689. Dans 8 jours, le bâtiment 348 accueillera une partie de l'effectif (2720 mâles et 2720 femelles) en desserrage. Les effectifs se répartiront d'ici une semaine en, <ul style="list-style-type: none"> - 2720 mâles et 2720 femelles soit 5440 animaux dans le bâtiment 348 - 3120 mâles et 3120 femelles soit 6240 animaux dans le bâtiment 688 - 3250 mâles et 2750 femelles soit 6000 animaux dans le bâtiment 689. Les effectifs sont conformes aux 66000 emplacements autorisés.

<ul style="list-style-type: none"> - <u>Le registre des risques</u> (article 14) : cf point de contrôle ci-après - <u>Plan de réseau de collecte des effluents d'élevage</u> : les effluents sont constitués d'une litière de copeaux installée pour la durée d'une bande et évacués ensuite sans stockage sur site directement en compostage vers la « coop l'éveil ». - <u>Bordereaux d'échange des effluents</u> : le contrat avec « coop l'éveil » du 22/03/2007 est toujours valable. Les bordereaux n'ont pas été visualisés car la grille d'inspection de ce jour n'est pas axée sur cette problématique. - <u>Bons d'équarrissage</u> : les derniers bons SECANIM ont été visualisés (23/07, 05/08, 14/08/2025). Le congélateur stockant les cadavres est fonctionnel. Le container d'enlèvement des cadavres est présent sur l'aire bétonnée à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>- Deux étangs à moins de 200 m du site sont recensés par le SDIS (n° 240-0035 et 240-0064). Toutefois, ils sont déclarés indisponibles. L'exploitant ne dispose pas d'un stockage d'eau d'extinction d'incendie de 120 m³ sur son site.</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Trois extincteurs à poudre (un par sas) contrôlés en mars 2025. - Vannes de barrage gaz présentes et signalées : à l'extérieur sous verre dormant pour le bâtiment 348 et dans chacun des 2 sas pour les bâtiments 688 et 689. - n° appels d'urgence et consignes affichés dans chacun des 3 sas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : <i>Demande d'action corrective</i>
Proposition de délais : <i>6 mois</i>

N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle des installations électriques Q18 fait le 26/05/2025, Q19 (infra-rouge) fait le 22/03/2024, jugées conformes - Contrôle des installations de gaz non justifié à ce jour - plan des zones à risque présent, fiches de données de sécurité régularisées suite à l'inspection - extincteurs conformes (cf point de contrôle précédent)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : <i>Demande d'action corrective</i>
Proposition de délais : <i>6 mois</i>

N° 5 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.</p>

Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Constats :

L'élevage est alimenté exclusivement par le forage déclaré présent dans la prairie à proximité du site. Aux dires de l'exploitant, ce forage est abrité sous une plaque béton au ras du sol. Cependant, les 2 chevaux hébergés sur la parcelle peuvent pâturer directement autour de ce forage **sans clôture de protection**. Toutefois, l'exploitant précise qu'il effectue des analyses régulières de l'eau (une analyse visualisée sur place).

L'éleveur ne justifie pas les volumes de consommation mensuelle, ni sur les fiches d'élevage, ni sur un registre, bien qu'un compteur existe dans le sas du bâtiment 348.

L'élevage est raccordé en secours au réseau public et un dispositif de disconnexion avec les eaux du forage existe dans le sas du bâtiment 348 à proximité du compteur d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande de justificatif à l'exploitant**

Proposition de délais : **3 mois**

N° 6 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations autorisées avant la parution des conclusions MTD ».

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

Constats :

L'exploitant met en œuvre les MTD qui le concernent sur lesquelles il s'est engagé dans son dossier de réexamen validé le 1er octobre 2019, à savoir :

- MTD 1 et 2 (organisationnelles) : divers enregistrements (mouvements d'animaux...) sont réalisés, la maintenance préventive est assurée, mais pas formalisée, pas de plainte connue par l'administration... **mais les consommations d'eau ne sont pas enregistrées.**
- MTD 3 et 4 : une alimentation multi-phase est mise en place
- MTD 5 : **les prélèvements d'eau ne sont pas enregistrés dans le cadre du suivi de l'élevage.** Par ailleurs, le nettoyage est fait avec nettoyeur à haute pression, l'abreuvement se fait à l'aide de pipettes
- MTD 7 : les eaux résiduelles sont évacuées avec la litière
- MTD 8 et 11 : ventilation statique dans les 3 bâtiments, brumisation
- MTD 24, 25, 27 : calcul des différentes émissions (ammoniac, poussières...) à l'aide du module de calcul GERP

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **3 mois**

N° 7 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
Constats : Déclaration des activités polluantes faite annuellement depuis 2022 avant le 31 mars n+1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand récipient ; - 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.
Constats : Il est constaté une conformité générale sur les dispositifs de rétention du site, <u>excepté pour un stockage d'huile et pour un contenant de carburant</u> à proximité du groupe électrogène dans le hangar à l'entrée du site. La cuve en fioul stockée à un étage de ce hangar est dans un bac de rétention. Le coin de ravitaillement en fioul à l'entrée du bâtiment présente des traces de carburant au sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois